
«Il nous faut vivre ensemble...»

Yossi Beilin et Ibrahim Dakkak

Deux personnalités politiques, l'une israélienne et l'autre palestinienne, favorables au dialogue, évoquent avec Alain Renon, journaliste à RMC, l'avenir de la Palestine après la conférence de Madrid et la perspective de création d'un Etat palestinien aux côtés d'Israël plus de 44 ans après le plan de partage des Nations-Unies... Ensemble, elles réfléchissent aux conditions de la nécessaire cohabitation entre les deux peuples.

Yossi Beilin est membre du Parti travailliste israélien, député à la Knesset et conseiller de Shimon Pérès.

Ibrahim Dakkak qui vit à Jérusalem, est membre de l'Institut d'Etudes Palestiniennes et fut l'un des "cerveaux" du Comité de coordination nationale dans les années 1970. Il est également membre du Comité directeur de l'université de Bir Zeit.

— *Depuis 43 ans, le conflit israélo-palestinien n'a trouvé aucune solution. Pourtant, le 30 octobre 1991, un événement inédit s'est produit : à Madrid, Palestiniens des Territoires occupés et officiels israéliens se sont assis, face à face, à une même table. Bien que personne ne puisse se permettre d'augurer des suites immédiates de ce fait sans précédent, quelles réflexions politiques vous inspire, à l'un et l'autre, cette première étape de ce qu'il est convenu d'appeler "le processus de paix" ?*

Ibrahim Dakkak : Je pense que cela a été très important et qu'il s'agit d'un événement de premier plan, dans le sens où des Palestiniens se sont retrouvés confrontés à des Israéliens dans le cadre d'une discussion officielle, pour parler du futur, de ce qu'il sera. Mais, dans le même temps, il ne faut pas surestimer le résultat de la rencontre de Madrid. Il s'est agit de question de procédure. C'est important, c'est un fait saillant, mais qui reste une question de procédure. L'étape plus essentielle est encore à venir. Elle va probablement débiter à

Washington, du moins je l'espère¹, puisque cette fois, ce sont les vraies questions, questions de fond, qui seront abordées à la table des négociations. Ce sera le début de la véritable négociation. Mon espoir, bien sûr, c'est qu'il en sortira une solution satisfaisante pour les deux parties, si c'est possible. J'espère que cela ouvrira la voie à la coopération régionale, car je pense que la confrontation israélo-palestinien est la pierre angulaire de l'ensemble des conflits de la région. Si le premier trouve une issue, les autres tensions se dissiperont et la voie sera ouverte pour la coopération et la coordination dans cette partie du monde.

Yossi Beilin : Je partage totalement l'opinion de Ibrahim Dakkak quant à la primauté du problème israélo-palestinien, dans la résolution des autres problèmes et quant à l'importance de la conférence de Madrid, qui fut certes juste une rencontre. Cette rencontre fut aussi importante à mon avis dans le sens où elle a montré à l'opinion publique israélienne qu'il existait un interlocuteur à qui parler. Depuis des années, le principal argument de la droite israélienne a été de dire qu'il n'y avait pas de "partenaire" arabe, de camp arabe de la paix. De fait, les Arabes refusaient jusqu'alors de parler avec nous, même de la paix. Pour la première fois à Madrid, il y a eu une rencontre formelle entre Israéliens, Syriens, Palestiniens... et cela a prouvé que nous avions des interlocuteurs. Autant je ne crois pas que la prestation des Syriens ait contribué, du fait du style qu'ils ont utilisé, à accréditer l'idée qu'il existait pour nous des "partenaires", autant les Palestiniens et les Jordaniens se sont montrés positifs.

Leurs déclarations ont été importantes et ont montré aux Israéliens qu'ils voulaient parler de la paix et que leur motivation était sincère. La question qui demeure concerne la suite. Personne ne peut contester le fait que Madrid constitue un début. Depuis des années nous parlons de conférence internationale et voilà qu'elle se produit dans les faits. Reste que si les Arabes répondent négativement à chaque suggestion israélienne, et que si les Israéliens disent non à chaque étape de concession de l'autre partie, alors Madrid n'aura représenté qu'une péripétie. Mais s'il se manifeste une réelle volonté des deux côtés, ce pourrait être une extrêmement importante ouverture de portée historique pour notre destinée commune. Je pense même que nous aboutirions à la reconnaissance des Etats arabes, des Palestiniens et du droit à l'existence d'Israël dans des frontières sûres et reconnues et qu'Israël se retirerait de la majeure partie des territoires occupés depuis 1967, territoires qui devraient être dans ce cas intégralement démilitarisés par les Arabes.

Je pense que la solution politique devrait consister en une sorte de confédération jordano-palestinienne. Je pense que les Palestiniens ont le droit à l'autodétermination et je crois que si nous reconnaissons

ces droits et si les Palestiniens reconnaissent véritablement le besoin de sécurité d'Israël, parce que c'est un vrai problème, pas seulement un argument politique, alors nous trouverons une solution. Je dois reconnaître que je ne suis pas trop optimiste dans le contexte actuel et que je ne suis pas sûr que le gouvernement israélien actuel soit prêt à ces concessions, mais j'espère au moins qu'il y aura un accord interne sur un statut d'autonomie qui constituera une voix vers l'autodétermination palestinienne.

— *Yossi Beilin, vous avez dit que le dialogue était une question de volonté et de capacité à écouter l'Autre. Est-ce qu'on peut comprendre par là que les Israéliens ont plus à entendre et à admettre des Palestiniens, ne serait-ce que parce qu'ils ont un Etat et que dans l'amorce de dialogue avec les Palestiniens se pose bel et bien la question du droit de ces derniers à revendiquer le leur ?*

Yossi Beilin : Peut-être, mais c'est un projet commun. Personne ne peut affirmer que c'est le problème de l'une des parties seulement. Je crois que Palestiniens et Israéliens peuvent revendiquer le prix Nobel des rendez-vous manqués. nous avons fait tellement d'erreurs depuis 1947, peut-être depuis plus longtemps même. Nous aurions pu trouver, selon moi, le moyen de faire la paix depuis de nombreuses années. Depuis 1967, nous cherchons une solution et trop d'êtres humains ont été tués en vain. Je pense qu'il faut que nous nous écoutions les uns les autres, qu'il nous faut appréhender ce que sont les lignes rouges à ne pas franchir chez l'autre, ce que sont les questions vitales pour chacun afin d'essayer de comprendre pourquoi cela est si important, sans en faire des arguments de propagande. Si nous faisons cet effort nous pouvons arriver à un résultat parce qu'Israéliens et Palestiniens sont d'une certaine manière plus proches les uns des autres que d'autres nations du Moyen-Orient. Nous vivons ensemble depuis au moins un quart de siècle, nous nous connaissons et je crois que nous pouvons trouver assez facilement le chemin d'une solution (si nous essayons sérieusement de le faire).

— *Ibrahim Dakkak, pourquoi le début de dialogue entre Israéliens et Palestiniens n'a-t-il pas commencé plus tôt et qu'ont les Palestiniens d'impératif à dire et à obtenir des Israéliens ?*

Ibrahim Dakkak : D'abord, je veux revenir sur ce que Yossi Beilin a dit des nombreuses erreurs que nous avons commises les uns et les autres depuis longtemps. Je pense que nous vivons aujourd'hui avec l'amère récolte de ces erreurs et que nous devons lutter contre son impact dans notre attitude à l'égard de l'avenir. Yossi Beilin était très jeune quand ces erreurs ont sans doute été faites et on ne peut l'en rendre responsable. En tant que Palestinien, je peux évidemment dire

qu'on nous a écarté du champ d'action politique. Et c'est pourquoi nous sommes amenés aujourd'hui à composer avec une réalité étrange et bizarre. La génération de la paix devra sans doute vivre encore avec cette récolte amère qui marquera nos relations mutuelles. En comparaison avec ce passé, nous nous trouvons aujourd'hui devant une opportunité. Je crois que nous n'avons pas le droit de la manquer. C'est une opportunité qui ouvre probablement la voie, une large voie à une possible et potentielle relation de bon voisinage entre Israéliens et Palestiniens.

Ce dont je voudrais parler, ce sont des bases d'un futur accord. Il y a quelque chose qui est incontournable et qui devrait constituer pour nous une référence : c'est, et je pense là à l'histoire de l'humanité, le droit à l'autodétermination, le droit de vivre et de se développer normalement. Je me réfère en l'occurrence aux documents internationaux et aux résolutions de l'ONU en particulier. Ces dernières sont très importantes parce qu'elles expriment la volonté de la communauté internationale, très impliquée dans le conflit palestino-israélien. Si nous prenons cette référence à notre compte, nous pouvons épargner aux générations futures une moisson encore plus amère. Il existe un créneau et nous l'occupons. J'espère que M. Shamir en sera de plus en plus convaincu et qu'il comprendra, en homme âgé, qu'il ne doit pas laisser un mauvais héritage aux générations israéliennes à venir.

— *Quelles sont, Yossi Beilin, les craintes israéliennes et par conséquent les garanties que vous exigez avant de mener le dialogue plus avant ?*

Yossi Beilin : Pour les Israéliens, je crois qu'il y a une peur viscérale depuis l'Holocauste. C'est très compliqué. Cela signifie que quel que soit le type de débat auquel je participe, débat public ou au sein de mon propre parti, la première question est : "Faites-vous confiance aux Arabes ? Comment pouvez-vous leur faire confiance ? Il est difficile de donner une réponse. La mienne est le plus souvent de dire d'une certaine manière que je ne crois en personne, pas plus dans les Juifs que dans les Arabes... Je m'interroge. Que veut dire faire confiance ? Le processus de paix ne se fondera pas seulement sur la confiance. Pouvons-nous croire dans les Arabes et les Arabes croire aveuglément en nous ? Non. Parce que le problème n'est pas la confiance mais de savoir si nous pouvons obtenir des assurances pour abandonner les territoires, la plupart des territoires : la totalité de la Bande de Gaza, la majeure partie de la Cisjordanie et la majeure partie du plateau du Golan (Jérusalem étant une question cruciale pour nous et un point extrêmement délicat pour l'avenir).

Ce dont nous avons besoin pour le faire est la démilitarisation totale des zones que nous évacuerons, d'un système rapide d'alerte et peut-

être d'une force internationale. Cela veut dire de réelles et importantes mesures de sécurité qui signifieront que l'abandon de territoires ne mettra pas en danger l'Etat hébreu. Aujourd'hui, notre sécurité est plus menacée que si nous rendons des territoires en échange de garanties. Je ne peux pas le prouver et nombre d'Israéliens, peut-être 50% de notre population, ne l'accepte pas. Nous sommes divisés. Il y a ceux qui, comme moi, pensent que rendre des territoires c'est normaliser notre situation, conclure la paix avec les Arabes et obtenir une autre situation économique donc se sentir plus sécurisés, et ceux qui estiment que nous mettons notre avenir, nos enfants, en danger en restituant des territoires.

L'évolution récente de l'URSS, riche de tant de territoires, dotée de tant d'armes mais se révélant si faible, prouve que la simple possession des territoires comme gage de sécurité est condamnée et s'écroule. Mais une chose est sûre: les peurs sont tangibles. Elles ont été accrues par la guerre du Golfe. Pour la première fois les Israéliens ont vu que même si leur pays ne fait rien, il peut être impliqué dans une guerre entre l'Irak et le Koweït et bombardé par les Irakiens. Peut-être cela a-t-il aussi aidé à comprendre que les territoires ne nous protègent pas d'armes comme les missiles Scud mais la peur a augmenté. Les gens se sont demandé à nouveau comment faire confiance aux Arabes qui tuent ou du moins essaient de tuer nos familles alors que nous ne leur faisons rien. Je crois aussi que le sentiment que de nombreux Palestiniens se réjouissaient quand les bombes atteignaient Tel Aviv, a contribué à renforcer ces craintes.

Il y a un proverbe juif qui dit : "Seras-tu jamais heureux quand ton ennemi sera détruit ?".

— Faut-il voir une expression de ces craintes dans le fait, qu'à quelques semaines seulement d'intervalle, le Parti travailliste a à la fois fait voter à la Knesset une résolution hostile à toute rétrocession du Golan puis proclamer en congrès, pour la première fois, que les Palestiniens avaient droit à l'autodétermination ?

Yossi Beilin : Il n'y a aucun lien entre les deux faits. A son congrès, le Parti travailliste a pour la première fois dit qu'il était favorable à un compromis au sujet du plateau du Golan et à l'arrêt de la colonisation de cette région. Le vote à la Knesset fut "circonstanciel". Il n'avait rien à voir avec les idées du parti. Ce fut une sorte de "coup" de certains députés au Parlement n'exprimant en rien l'opinion des Travaillistes en tant que formation politique sur les hauteurs du Golan. Ce que nous pensons c'est qu'elles sont aujourd'hui importantes pour notre sécurité mais qu'en cas de paix avec les Syriens, nous sommes pour en rétrocéder la majeure partie.

— Ibrahim Dakkak, que répondez-vous aux inquiétudes

exprimées par les Israéliens et quelles sont aussi les craintes palestiniennes dont l'Etat hébreu a, selon vous, à prendre conscience?

Ibrahim Dakkak : J'ai beaucoup entendu parler des craintes des Juifs, en général et non de celles des Israéliens. Elles ont été exprimées au cours d'un symposium en 1978, au cours duquel Israéliens et Palestiniens se sont rencontrés pour la première fois. C'était quelques jours seulement avant la conclusion des accords de Camp David. Je pense qu'à l'époque, il y avait deux appréciations. L'une fut exprimée par les Palestiniens qui voyaient dans les peurs exprimées par les Israéliens un moyen pour eux d'étendre leur contrôle sur les Territoires occupés. L'autre, formulée notamment par Amos Oz, insistait sur la réalité des peurs israéliennes, nous comparant aux Cosaques, aux Tsars ou à Hitler. Ces craintes étaient effectivement explicitées dans un livre *On enemies, there is to talk* de Sam Haflapan. Je me souviens de ses commentaires avisés. Il s'adressait aux Palestiniens leur disant : «Vous avez tort de penser que les Juifs n'ont pas peur». J'emploie précisément le terme juif parce que ce n'est pas un problème israélien mais un problème juif en général, de l'histoire juive, selon Haflapan. C'est une peur historique, due aux persécutions dont les Juifs ont été victimes et qui font qu'ils ne peuvent plus se sentir sereins. Mais Haflapan disait aussi aux Israéliens : «Vous ne devriez pas régler ce problème sur le dos des Palestiniens. Un Etat palestinien ne saurait constituer une menace pour Israël.» Il montrait à quel point il s'agit d'une peur psychologique bien plus qu'une donnée concrète qui ne peut être résolue par l'acquisition matérielle de territoires... Cela m'a ouvert les yeux sur le fait que c'est d'abord une peur juive. Une peur qui appartient surtout au passé, à l'Holocauste, aux pogroms de la Russie tsariste et d'ailleurs, mais aujourd'hui, comparativement ils sont en sécurité. Ils ont peur d'une menace potentielle et leur peur est de même une peur potentielle. Le problème des Palestiniens, c'est que leur peur est réelle, c'est qu'ils deviennent peu ou prou comme les Juifs, psychologiquement. Ils ont été persécutés à Amman (Jordanie) durant Septembre noir, au Liban, en Syrie, et récemment, ils ont été expulsés du Koweït. Ils n'ont plus d'avenir et ils sont vraiment effrayés. A la lumière de ces précisions, peut-on croire que l'on maîtrise sa peur par l'acquisition de toujours plus de territoires, par le refus d'octroyer leurs droits aux Palestiniens ? Est-ce que cela a apporté une solution ? Israël a occupé toute la Palestine, le Golan, un temps le Sinaï, et pourtant le sentiment de peur perdure. Je pense qu'il y a donc une exagération de cette crainte qui est exploitée, d'une certaine manière, au nom de la sécurité d'Israël, à des fins stratégiques par ceux qui cherchent à grappiller des terres.

Il ne fait aucun doute que tout accord de paix entre les deux parties

devra offrir des garanties aux Israéliens comme aux Palestiniens. Si nous, Palestiniens, nous référons pour notre sécurité à l'argument israélien qui veut que les garanties passent par le contrôle de territoires, alors il nous faut exiger Jaffa, Haïfa, probablement Tel Aviv. Or, nous le savons, ce n'est pas une solution. Ce qu'il nous faut rechercher, c'est une relation de voisinage, de coopération, de coordination et, sûrement, dans un certain sens, de complémentarité. Les Israéliens peuvent maintenir leur identité, leur culture, nous pouvons conserver les nôtres ainsi que nos droits. Nous pouvons vivre ainsi. C'est pourquoi, je crois que l'argument de la peur doit être banni de la réflexion politique. Au moins chez ceux qui, comme nous, ne donnent pas prise aux discours démagogiques de certains dirigeants. Il nous faut vivre ensemble. Nous, les Palestiniens, avons échoué dans l'idée de jeter les Israéliens à la mer et les Israéliens dans celle de jeter les Palestiniens dans le désert. Dans les deux camps des dirigeants et des partis appellent encore au transfert, mais cela ne se produira pas, ne serait-ce que pour des raisons pratiques. Si bien que si nous voulons aller de l'avant, nous devons accroître notre confiance les uns dans les autres. Je n'ai aucune objection à formuler au fait que les deux parties doivent obtenir des garanties jusqu'à ce qu'une confiance mutuelle s'instaure.

— Aussi bien les Israéliens que les Palestiniens expriment un sentiment d'isolement, d'incompréhension régionale et internationale. Ce sentiment, semble exacerbé par le fait que le processus de paix actuel est un processus contraignant, imposé par les Etats-Unis.

Ibrahim Dakkak : A mon avis, Palestiniens et Israéliens sont privés de toute initiative. Je ne crois pas qu'ils ont toutes les cartes en main à la table des négociations pour résoudre l'ensemble des différends. Il existe des influences extérieures et celle des Etats-Unis est prédominante. Cela ne veut pas dire que n'avons pas de rôle à jouer et si Israéliens et Palestiniens venaient à dire non, je ne vois pas quelle tierce partie pourrait dire oui. Israéliens et Palestiniens ont été soumis, à des degrés divers, à des pressions extérieures. Les Israéliens le ressentent bien plus que par le passé, selon moi. Ils étaient habitués à recevoir et voilà aujourd'hui qu'on leur demande de donner. Les Palestiniens, eux, vivent cette réalité depuis plus de 40 ans. Dès les années 1936-1939, ils ont perdu leur libre-arbitre, même en tant qu'Arabes parmi les nations arabes. Ils n'ont plus de pouvoir de décision. Dès cette époque, les leaders, les monarques arabes les ont presque obligés à stopper leur révolution.

Je ne m'interroge pas sur le fait qu'ils auraient dû, alors, y mettre fin ou non, mais j'entends par là qu'il y a toujours eu des facteurs exogènes qui ont interféré dans leur approche du problème. Les Arabes

ont de multiples liens les uns avec les autres, tous ont été des acteurs du conflit et diverses pressions ont été exercées. Aujourd'hui, si l'on considère notre situation avec pragmatisme, nous constatons que l'attention internationale est concentrée sur notre problème. Et la communauté internationale se doit d'agir. Les Etats-Unis ont un rôle majeur à jouer, l'URSS un rôle mineur, la CEE un rôle important, qui pourrait le devenir plus encore dans l'avenir. Ce sont autant de facteurs qu'il nous faut prendre en considération parce que le conflit israélo-arabe n'est plus un conflit régional. Il est de plus en plus internationalisé, et nous sommes devenus des partenaires et non plus les seuls acteurs dans la recherche d'une solution qui nous concerne au premier chef.

Yossi Beilin : Il est vrai, d'une certaine manière, que les Israéliens se sentent seuls. Je pense à 1967. Ce fut une victoire imposée. Et nous en avons payé le prix, en éprouvant notamment un sentiment d'isolement dans le sens où nous sommes passés du statut de David à celui de Goliath. Et c'est désagréable de se sentir Goliath. La solution, pour en sortir, est entre nos mains. Nous aurions dû l'appliquer dans le passé, mais il existait des difficultés objectives. Les Arabes n'ont pas toujours été disposés à faire les pas nécessaires. Parfois, quand ils y étaient prêts, nous ne l'étions pas. Peut-être avons-nous manqué de meilleures occasions dans le passé, mais je n'en suis pas sûr. Ce dont je suis sûr, c'est que l'avenir sera bien pire si nous ne faisons pas la paix maintenant. Une ouverture se présente aujourd'hui, des deux côtés. Je prie Dieu qu'il s'agisse du processus qui nous rapprochera de la paix, si ce n'est en une seule étape, au moins en deux temps. Je suis moi aussi prêt à y parvenir en une seule fois, immédiatement. Je n'éprouve pas le besoin de solution intermédiaire. Si cela se produit, nous ne serons plus seuls, ni les uns ni les autres, parce que nous serons bien plus admis dans le monde, comme partie prenante du nouveau système économique en construction en Europe et ailleurs. Sinon nous serons tristement condamnés à rester seuls et à payer, les uns et les autres, un prix très élevé. Le conflit israélo-palestinien est au coeur du conflit israélo-arabe, ceux qui ne le considèrent que comme l'un des problèmes de la région parmi d'autres se trompent.

Entretien conduit par
Alain Renon

Note :

1 Cet entretien a été réalisé au Mans, où ces deux personnalités étaient venues participer à un important colloque "**La Palestine, peut-on en parler calmement ?**", organisé le 7 décembre 1991 par les **Carrefours de la Pensée** dont les co-présidents sont Nycette Isnard et Henri Lelièvre.